

**Politique extérieure - CETA -
Climat - Réponse de M. Jean-Yves
Le Drian, ministre de l'Europe et
des affaires étrangères, à une
question écrite à l'Assemblée
nationale**
(Paris, 28 août 2018)

L'accord économique et commercial global (AECG/CETA) est un accord important pour le commerce extérieur de l'Union, qui reflète notre vision d'un commerce mondial régulé et mutuellement bénéfique, avec un partenaire qui partage notre vision du commerce international.

S'il est encore trop tôt pour tirer un bilan de son application provisoire, les perspectives sont encourageantes et montrent que cet accord sera source de dynamisme économique et de gains mutuels. Néanmoins, le gouvernement français a souhaité prendre pleinement en compte les recommandations du rapport de la commission d'experts rendu en septembre 2017 sur l'impact du CETA.

Après consultation des ONG, des organismes professionnels et des représentants de la société civile, le gouvernement a établi un plan d'action visant à accompagner la mise en oeuvre de cet accord. Le second volet de ce plan a précisément pour objectif de rehausser l'ambition du partenariat franco-canadien sur les enjeux environnementaux et climatiques. Il a donné lieu à l'occasion de la visite du Premier ministre Trudeau à Paris (16-17 avril 2018) à la conclusion d'un partenariat bilatéral sur l'environnement et le climat.

Signé en présence du président de la République et du Premier ministre canadien, ce partenariat vise à unir nos efforts sur la mise en oeuvre de l'Accord de Paris et à manifester notre engagement commun dans la lutte contre le changement climatique. Ce partenariat franco-canadien prévoit notamment une action ambitieuse pour renforcer les normes sur les émissions dans les transports internationaux, l'organisation d'un séminaire euro-canadien sur la tarification du carbone, le soutien à la finance verte, des engagements spécifiques sur l'agriculture et la forêt, un travail conjoint sur la soutenabilité financière du GIEC, ou encore la promotion des enjeux de développement durable dans les politiques commerciales à l'OMC et l'OCDE./.

(Source : site Internet de l'Assemblée nationale)